

Brochure n° 3218

Convention collective nationale

IDCC : 1261. – **CENTRES SOCIAUX
ET SOCIOCULTURELS**

(8^e édition. – Novembre 2004)

AVENANT N° 6-05 DU 20 MAI 2005

**À L'ACCORD RELATIF À L'INSTITUTION
D'UN RÉGIME DE PRÉVOYANCE**

NOR : ASET0550885M

IDCC : 1261

L'article 4.3 du protocole d'accord du 5 février 2004 instituant un régime obligatoire de prévoyance pour la branche est ainsi rédigé. Il annule et remplace le précédent :

Article 4.3

*Garantie incapacité de travail
du personnel cadre et non cadre*

Tous les salariés en arrêt maladie suite à une maladie, à un accident, professionnel ou non, indemnisé ou non par la sécurité sociale, bénéficient sans condition d'ancienneté d'une indemnisation complémentaire à celle de la sécurité sociale (restituée de manière théorique pour les salariés n'ayant pas d'ouverture de droit au titre des prestations en espèces de la sécurité sociale car ne pouvant justifier d'une durée d'activité salariée suffisante), de telle sorte que le cumul de leurs revenus (indemnités journalières de la sécurité sociale nettes de CSG et CRDS, éventuel salaire net à temps partiel, indemnisation complémentaire nette) permette le maintien à 100 % de leur salaire net à payer.

Cette indemnisation intervient à compter :

- du 91^e jour d'arrêt de travail, pour le personnel non cadre ;
- du 31^e jour d'arrêt de travail, pour le personnel cadre.

Les personnes en congés maternité sont prises en charge et indemnisées en complément de la sécurité sociale dans les mêmes conditions et à même niveau de garanties.

Le versement des prestations cesse dans les cas suivants :

- lors de la reprise du travail ;
- lors de la mise en invalidité, ou de la reconnaissance d'une incapacité permanente professionnelle ;
- au décès ;
- à la liquidation de la pension de vieillesse.

En tout état de cause, les prestations ne peuvent être servies au-delà du 1 095^e jour d'arrêt de travail.

L'article VI du protocole d'accord du 5 février 2004 instituant un régime obligatoire de prévoyance pour la branche est ainsi rédigé. Il annule et remplace le précédent :

VI. – Gestion du régime conventionnel

L'union nationale de prévoyance de la mutualité française, organisme relevant du livre II du code de la mutualité, ci-après dénommée UNPMF, est l'organisme désigné pour assurer la couverture des garanties décès, incapacité, invalidité, incapacité permanente professionnelle, prévues par la convention collective nationale des centres sociaux et socioculturels.

L'organisme désigné pour assurer la rente éducation prévue par la convention collective nationale des centres sociaux et socioculturels est l'organisme commun des institutions de rente et de prévoyance, union d'institutions de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, ci-après dénommée OCIRP.

L'adhésion de toutes les associations relevant du champ d'application de la convention collective nationale des centres sociaux et socioculturels au régime de prévoyance et l'affiliation des salariés de ces associations auprès des organismes désignés ont un caractère obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2006 et résultent du présent accord.

Ces dispositions s'appliquent y compris pour les associations ayant un contrat de prévoyance auprès d'un autre organisme assureur avec des garanties identiques ou supérieures à celles définies par le présent accord.

Les associations relevant du champ d'application de ladite convention collective nationale pourront adhérer au régime de prévoyance et affilier les salariés auprès des organismes désignés dès la signature du présent accord, dans les conditions de taux et de niveau de garanties prévues par celui-ci.

Il sera établi par l'UNPMF une notice à destination des salariés dont la distribution devra obligatoirement être assurée par les employeurs.

En application de l'article L. 912-1 de la loi n° 94-678 du 8 août 1994, les conditions et modalités de la mutualisation des risques seront réexaminées au plus tard 5 ans après la date d'effet du présent accord paritaire de branche;

A cette fin, la commission paritaire nationale de négociation se réunira spécialement au plus tard 6 mois avant l'échéance.

L'article IX du protocole d'accord du 5 février 2004 instituant un régime obligatoire de prévoyance pour la branche est ainsi rédigé. Il annule et remplace le précédent :

IX. – Suivi du régime de prévoyance

Les signataires du présent accord paritaire de branche décident que le suivi et la mise en œuvre du présent régime de prévoyance seront faits par la commission paritaire de suivi.

Cette commission paritaire de suivi est composée de représentants des signataires de la CCN.

La commission paritaire de suivi désigne, en son sein, pour 2 ans un président et un vice-président choisis chacun alternativement dans chaque collège.

La commission paritaire de suivi se réunit au moins 1 fois par an, sur convocation de la présidence.

Cette commission a pour mission :

- de suivre la mise en place du régime ;
- de contrôler l'application du régime de prévoyance ;
- d'étudier et d'apporter une solution aux litiges portant sur l'application du régime de prévoyance ;
- de contribuer à l'intégration des associations dans le régime de prévoyance ;
- d'examiner les comptes de résultats, ainsi que l'évolution statistique et démographique de la branche ;
- d'informer, 1 fois par an et par écrit, les membres de la commission paritaire nationale de négociation sur la gestion et la situation du régime ;
- de valider tous les documents d'information concernant le régime que diffuse le gestionnaire ;
- d'émettre par ailleurs toutes observations et suggestions qu'elle juge utiles ;
- de proposer par délibération des avis relatifs au présent accord à la commission paritaire nationale de négociation.

A cet effet, l'UNPMF communiquera, chaque année, les documents financiers, ainsi que leur analyse commentée, nécessaires à ses travaux, au plus tard le 30 juin suivant la clôture de l'exercice, ainsi que les informations et documents complémentaires qui pourraient s'avérer utiles.

Elle propose à la commission paritaire nationale de négociation les taux de cotisation, la nature des prestations à négocier avec l'organisme assureur désigné et l'ensemble des modifications ou décisions à prendre.

Les signataires demandent l'extension du présent avenant dans les conditions fixées par l'article L. 133-3 du code du travail.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 20 mai 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SNAEC SO.

Syndicats de salariés :

Fédération nationale des services de santé et des services sociaux
CFDT ;

Fédération nationale des syndicats du spectacle de l'audiovisuel, et de
l'action culturelle USPAOC-CGT ;

Fédération santé et sociaux CFTC ;

Fédération nationale de l'action sociale CGT-FO ;

Fédération française de l'action sociale et de la santé CFE-CGC.